MADAME / MONSIEUR	
NOM :	BULLETIN D'ADHESION
NOW.	Syndicat Commerce Independent
PRENOM:	Democratique (SCID) La cotisation mensuelle équivaut à 0.85% du
ADRESSE :	rayanu manayal nat
	Le minimum de cotisation est de 6 €
CODE POSTAL :	La cotisation est prélevée tous les 5 du mois (5 janvier, 5 février, 5 mars, etc.)
VILLE :	
TELEPHONE :	
E-MAIL :	Le montant de ma cotisation = Mon revenu mensuel net × 0.85%.
DATE DE NAISSANCE :	Exemple: Si votre revenu mensuel net est de 1200 €, votre cotisation
ENTREPRISE / ENSEIGNE :	
ADRESSE ENTREPRISE :	
Vous êtes Cadre : OU I □ NON □	
A RENVOYER Mandat de pré	lèvement SEPA Syndicat
ividilati de pre	lèvement SEPA du Mandat (RUM) Syndicat Commerce
	attribué automatiquement) Indépendant
D. Roosevelt 75008 PARIS	Democratique (SCID)
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le SCID à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et vous autorisez votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du SCID	
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines après la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.	
ICS : FR34ZZZ649880	
VOTRE NOM, PRENOM ET ADRESSE	LES COORDONNEES DE VOTRE COMPTE A DEBITER
NOM :	
	IBAN : Numéro International du compte Bancaire
PRENOM :	
ADRESSE :	
	BIC : Code international d'identification de votre banque
C.P :VILLE :	
TYPE DE PAIEMENT	
Paiement Récurrent ☑ (Répétitif) Nota Bene: Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque	
Fait à :	
Le	SIGNATURE
	ont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivant de la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.